



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLEND – Damien VALLEE

www.slgexpertise.fr – accueil@slgexpertise.fr

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO

Siège social : Les Fonderies Royales
17305 ROCHEFORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos le 31 décembre 2023*

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LPO relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LPO à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

SLG Expertise : 10 rue Pergolèse - 75016 PARIS - Tél : 01 42 25 53 64 - Fax : 01 40 74 07 03
Bureau secondaire : 867 avenue de la République - 59700 MARCQ en BAROEUL - 03 28 36 28 60 - Fax : 03 20 86 45 95
SAS au capital de 75 000 € - R.C.S. Paris 320 853 518 – NAF 6920Z

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Comme indiqué en annexe, les produits liés à l'activité sont enregistrés par nature en comptabilité (legs, donations et assurances-vies). Nos diligences ont consisté à contrôler la bonne affectation comptable de ces différents produits, le respect de la séparation des exercices par l'analyse des produits constatés d'avance et des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association LPO à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer

la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marcq-en-Barœul
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SLG EXPERTISE

Signé électroniquement le 14/06/2024 par
Arnaud Bernard



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ligue pour Protection des Oiseaux

Comptes annuels



Bilan Actif

Ligue pour Protection des Oiseaux

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	12 071 622	6 836 802	5 234 820	5 271 636
	Immobilisations incorporelles en cours	50 040		50 040	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	12 121 662	6 836 802	5 284 860	5 271 636
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	4 375 988	190 851	4 185 136	3 886 048
Actif circulant	Constructions	3 556 162	1 560 879	1 995 283	2 119 639
	Inst. techniques, mat.out. industriels	7 156 272	4 656 887	2 499 384	2 420 243
	Immobilisations corporelles en cours	7 000		7 000	
	Avances et acomptes	23 789		23 789	12 945
	TOTAL	15 119 212	6 408 618	8 710 593	8 438 876
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 704 160	5 000	1 699 160	1 448 960
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	691		691	691
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	21 713		21 713	25 465
	TOTAL	22 404		22 404	26 157
Total I		28 967 439	13 250 421	15 717 018	15 185 630
Actif circulant	Stocks et en cours	1 105 634	13 406	1 092 227	1 164 563
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 271 696	71 619	1 200 077	1 171 146
	Créances reçues par legs ou donations	1 432 267		1 432 267	1 908 263
	Autres	6 379 921		6 379 921	6 067 867
	TOTAL	9 083 885	71 619	9 012 266	9 147 277
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	3 317 375		3 317 375	2 701 340
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 010 168		1 010 168	2 763 207
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	150 519		150 519	209 816
Total II		14 667 582	85 026	14 582 556	15 986 205
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		43 635 022	13 335 447	30 299 575	31 171 836
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

Ligue pour Protection des Oiseaux

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	937 368	937 368
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	6 950 759	6 013 266
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-377 560	937 492
Situation nette (sous-total)		7 510 566	7 888 127
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		5 955 537	4 642 796
Provisions réglementées			
Total I		13 466 104	12 530 923
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	3 198 951	3 454 748
	Fonds dédiés	3 994 445	4 133 396
	Total II	7 193 396	7 588 144
Provisions	Provisions pour risques	310 902	384 930
	Provisions pour charges	1 243 042	1 377 338
	Total III	1 553 945	1 762 269
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 665 550	3 465 222
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 271 695	2 048 703
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 353 273	2 168 347
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	186 116	993 435
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	609 493	614 789
Total IV		8 086 128	9 290 498
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		30 299 575	31 171 836
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

Ligue pour Protection des Oiseaux

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 924 459	1 738 771
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	4 783 057	4 976 580
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	3 272 663	3 122 981
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 399 342	7 449 798
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 891 801	6 383 090
	Mécénats	1 229 363	935 571
	Legs, donations et assurances-vie	2 039 354	3 651 864
	Contributions financières	509 317	429 761
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	481 329	416 512
	Utilisations des fonds dédiés	2 083 557	1 652 526
	Autres produits	277 336	247 350
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		29 891 584	31 004 811
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	2 702 714	3 183 167
	Variation de stocks	72 104	-322 702
	Autres achats et charges externes (1)	7 260 419	7 486 820
	Aides financières	1 427 846	917 262
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 201 739	1 100 115
	Salaires et traitements	9 874 386	8 735 462
	Charges sociales	3 544 048	3 079 637
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 385 438	2 036 425
	Dotations aux provisions	27 200	485 396
	Reports en fonds dédiés	1 944 605	3 459 502
	Autres charges	81 540	71 854
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		30 522 045	30 232 943
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-630 461	771 867

Compte de résultat

Ligue pour Protection des Oiseaux

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	16 142	1 689
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	23	22
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			195
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		16 165	1 907
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	23	23
	Intérêts et charges assimilées	28 606	27 638
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	11	
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		28 641	27 661
2. Résultat financier (III-IV)		-12 475	-25 753
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-642 936	746 114
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	274 008	267 057
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	274 008	267 057
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	4 285	4 768
	Sur opérations en capital	2 427	19 940
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	6 712	24 708
4 Résultat exceptionnel (V-VI)		267 296	242 348
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 921	50 970
Total des produits (I + III + V)		30 181 759	31 273 776
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		30 559 319	30 336 283
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-377 560	937 492
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		101 981	10 598
Prestations en nature		415 527	506 033
Bénévolat		5 522 095	5 419 480
Total		6 039 603	5 936 111
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		101 981	10 598
Prestations en nature		415 527	506 033
Personnel bénévole		5 522 095	5 419 480
Total		6 039 603	5 936 111

Association LPO

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR**

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice / événements postérieurs à la clôture	6
4.2	Principes généraux	6
4.2.1	Changement de méthode comptable	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
4.4	Actif immobilisé	8
4.4.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
4.4.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
4.4.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	10
4.4.4	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	10
4.4.5	Stocks et en cours	11
4.4.6	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	11
4.5	Tableau des dépréciations de l'Actif	12
4.6	Fonds propres	13
4.6.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
4.6.2	Subventions d'investissement	14
4.7	Fonds reportés et dédiés	15
4.7.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	15
4.7.2	Fonds dédiés	16
4.8	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
4.8.1	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	18
4.9	Provision pour risques et charges	18
4.9.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
4.10	Produits et charges constatés d'avance	19
5	Informations relatives au Compte de résultat	20
5.1	Compte de résultat par origine et destination (CROD)	20
5.2	Produits par origine	22
5.2.1	Produits liés à la générosité du public	22

5.2.2	Produits non liés à la générosité du public	23
5.2.3	Subventions et autres concours publics	23
5.2.4	Reprises sur provisions et dépréciations	24
5.3	Charges par destination	25
5.3.1	Missions sociales	25
5.3.2	Frais de recherche de fonds	26
5.3.3	Frais de fonctionnement	26
5.3.4	Dotations aux provisions et dépréciations	26
5.4	Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD	27
5.4.1	Contribution volontaires (Produits) liés à la générosité du public	27
5.5	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	28
5.5.1	Aides financières	28
5.6	Compte d'emploi des ressources	29
5.7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	30
5.7.1	Honoraires des commissaires aux comptes	30
6	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	31
6.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	31
7	Informations relatives à l'effectif	32

1 Objet social

La LPO a pour objet sur le territoire national et ponctuellement à l'international, d'agir ou de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité.

Pour mener à bien ses actions en faveur de la nature et de la biodiversité, les domaines d'intervention de la LPO sont :

- La connaissance, l'expertise et la recherche ;
- La protection, la conservation et la défense ;
- La gestion et la reconquête ;
- L'éducation et la valorisation ;

L'association contribue à l'observation, à la compréhension et au suivi de l'évolution de la nature et de la biodiversité en proposant toutes actions qui leur seraient favorables.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les actions mises en place par l'association pour mener à bien son objet social concernent les secteurs suivants :

En matière de connaissances :

- L'acquisition de connaissances, la gestion de données, et la réalisation d'expertises ;
- L'organisation de conférences, visites de terrain, stages ou voyages ;

En matière de conservation :

- La création, le soutien à la création et la gestion d'espaces naturels protégés ;
- L'acquisition, la gestion et la mise en valeur d'espaces, sites, immeubles et équipements ;
- Le soin à la faune en détresse ;
- L'animation d'un réseau national d'espaces privés et publics labellisés par la LPO (type Refuges) ;

En matière d'éducation et de communication :

- La formation ;
- L'animation, l'éducation, la conception et la diffusion d'outils pédagogiques ;
- La mise en place de toute action de communication et de sensibilisation liée à l'objet de l'association ;
- L'élaboration et la publication de tout document et notamment support de communication ;

En matière de plaidoyer :

- La participation, le soutien, la coopération, l'organisation et la représentation, sous toutes ses formes, à des structures privées ou publiques ;
- La contribution à l'élaboration des politiques publiques ;
- L'interpellation des pouvoirs publics et de la société civile ;
- La mise en œuvre des politiques nationales et européennes ;
- La mobilisation du grand public ;

D'une manière générale :

- La participation, l'animation ou le soutien sous toute autre forme utile à des réseaux thématiques, constitués en structures juridiques ou non ;
- L'acquisition, la gestion par tout moyen, des patrimoines corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers ;
- La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services ;
- La représentation ou la défense de toutes causes en lien avec l'objet statutaire ;
- La capacité d'ester en justice et d'engager toute action ou procédure en lien direct ou indirect avec son objet social.
- La contribution à l'évolution des textes de droit ;
- La sensibilisation et la mobilisation des entreprises ;
- La diffusion de produits et fournitures de services ;
- La remise de récompenses ;
- Le développement de solutions innovantes et/ou expérimentales ;
- La gestion d'établissements et d'activités délocalisés ;
- La mise à disposition et les détachements de salariés.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :
 - Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice
 - La campagne 2018 de collecte de rue (826 K€) s'amortie totalement sur l'exercice. La LPO a initié un programme de collecte de dons par prélèvement automatique mensuel opéré dans la rue par des prestataires. Ce programme est amorti sur 5 ans au regard de ses taux de rentabilité et des emprunts bancaires contractés pour le financer.
- Ressources humaines :
 - La LPO emploie 285 salariés au 31/12/23, soit +13 par rapport à l'effectif présent au 31/12/22. La LPO a recruté 93 salariés en 2022 (contre 103 en 2022 et 112 en 2021), dont 17 CDI (33 en 2022) et 76 CDD (contre 70 en 2022), La LPO a enregistré 80 départs en 2023, contre 77 en 2022 et 84 en 2021.
 - L'effectif de la LPO est constitué de 242 Contrats à Durée Indéterminée (CDI) et de 43 Contrats à Durée Déterminée (CDD) au 31/12/23. Soit +15 CDI et -4 CDD par rapport à fin 2022. D'autre part, le nombre de CDD confortés en CDI progresse à nouveau : 23 CDD confortés en CDI en 2023, contre 18 en 2022, 9 en 2021 et 6 en 2020.
- Autres moyens/dépenses engagées
 - En 2023, 158 salariés ont bénéficié d'une formation, soit 55 % de l'effectif global établi au 31 décembre. Ils étaient 140 salariés en 2022 (51 % de l'effectif) et 126 en 2021 (46 % de l'effectif). Le pourcentage de salariés formés est en hausse. Ces salariés ont suivi au global 249 formations pour un volume total de 4 128 heures (contre 3 678 heures en 2022 et 3 387 heures en 2021). En 2023, le coût global des formations dispensées s'est élevé à 97 728 €. La LPO a obtenu pour 57 747 € de financement de la part de son OPCO et a donc dû mobiliser 39 981 € de ses ressources propres

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice / événements postérieurs à la clôture

La LPO a acquis un bâtiment à Rochefort qu'elle louait auparavant. Cette acquisition a eu lieu sur le début de l'exercice 2024.

4.2 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de l'entité sont arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.2.1 Changement de méthode comptable

Néant.

4.3 Principales méthodes comptables

L'entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213-22, 221-1 et 222-1.

Informations relatives aux postes du bilan :

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

L'entité applique l'article 132-3 du règlement ANC 2018-06 dans le cadre de financement d'investissement par des contributions privées. L'association étale donc l'utilisation des contributions privées via des fonds dédiés selon le rythme d'amortissement du bien concerné.

4.4 **Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

4.4.1 **État de l'actif immobilisé (brut)**

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions (1)	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 359 656 €	1 762 007 €		12 121 663 €
Immobilisations corporelles	14 252 272 €	922 142 €	55 202 €	15 119 212 €
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 483 960 €	760 200 €	540 000 €	1 704 160 €
Immobilisations financières	26 157 €	1 547 €	5 300 €	22 404 €
Total	26 122 045 €	3 445 896 €	600 502 €	28 967 439 €

4.4.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			1 762 007 €		
Immobilisations corporelles	12 946 €		909 196 €		
Immobilisations financières			1 547 €		
Total	12 946 €		2 672 750 €		

4.4.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 088 019 €	1 748 784 €		6 836 803 €
Immobilisations corporelles	5 813 395 €	636 655 €	41 432 €	6 408 618 €
Immobilisations financières				
Total	10 901 414 €	2 385 439 €	41 432 €	13 245 421 €

4.4.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	Variable	1 748 784 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	L	Variable	636 655 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	NA	NA		0 €	0 €
Total			2 385 439 €	0 €	0 €

4.4.2.2 Précisions sur les durées d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	60 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Installations générales	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel éducatif	Linéaire	4 ans
Autres équipements	Linéaire	4 ans

4.4.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Les dépréciations concernent 1 legs pour un montant total de 5 000 €.

4.4.4 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

4.4.5 Stocks et en cours

Les stocks de marchandises et approvisionnements sont évalués en fonction du prix moyen unitaire pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions ont été constituées si la valeur de réalisation nette est inférieure au coût des produits en stock. La méthode statistique appliquée au coût d'entrée a conduit à appliquer les taux forfaitaires suivants :

Dernière date d'entrée en stock	Taux forfaitaire (% de dépréciation)
Inférieure à 2 ans	0
Supérieure à 2 ans et inférieure à 3 ans	30
Supérieure à 3 ans et inférieure à 4 ans	60
Supérieure à 4 ans	95

Valorisation des stocks au 31 décembre :

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
CHEPTEL	31 480 €	0 €	31 480 €
BOUTIQUE – MARCHANDISES	1 074 154 €	13 407 €	1 060 747 €
Total	1 105 634 €	13 407 €	1 092 227 €

4.4.6 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

4.4.6.1 Créances reçues par legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

4.5 **Tableau des dépréciations de l'Actif**

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	35 000 €		30 000 €	5 000 €
Stocks			/	
Créances				
Immobilisations financières				
Total	35 000 €		30 000 €	5 000 €

4.6 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

4.6.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant		Montant	Dont généro site du public	Montant	Dont généro site du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise	937 368 €								937 368 €	
Réserves	6 013 266 €	937 493 €							6 950 759 €	
Report à nouveau	0 €								0 €	
Excédent ou déficit de l'exercice	937 493 €				-377 561		937 493 €		-377 561 €	
Situation nette	7 888 127 €								7 510 567 €	
Subventions d'investissement	4 642 797 €				1 581 250 €		268 509 €		5 955 538 €	
Total	12 530 924 €	937 493 €			1 203 689 €		1 206 002 €		13 466 105 €	

4.6.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres complémentaires	937 368 €			937 368 €
- Première situation nette établie				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Dotations non consommables				
- Autres apports sans droit de reprise				

4.6.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

L'entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	7 128 946 €	1 581 250 €	0 €	8 710 196 €
Quotes-parts virées au résultat	2 486 150 €	268 509 €	0 €	2 754 658 €
Montant net en fonds propres	4 642 796 €			5 955 538 €

4.7 Fonds reportés et dédiés

4.7.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés », poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

Les opérations suivantes entraînent une variation des fonds reportés :

1) Report (Augmentation) :

- Comptabilisation en produit d'un actif net représentatif d'un legs ou d'une donation acceptée dans l'exercice et non encore disponible ;
- Paiement d'une dette sur legs ou donations ;
- Reprise d'une provision pour charges sur legs ou donations.

2) Utilisation (Diminution) :

- Vente d'un bien reçu par legs ou donations destiné à être cédé ;
- Dotation d'une dépréciation portant sur un bien reçu par legs ou donations destiné à être cédé ;
- Réception des fonds ou transfert des titres d'une créance reçue par legs ou donations.

Situations Ressources	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (augmentatio n)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Legs et donations	3 198 952 €	3 454 748 €	1 166 500 €	1 422 296 €	3 198 952 €
Total	3 198 952 €	3 454 748 €	1 166 500 €	1 422 296 €	3 198 952 €

4.7.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise cependant que (désormais) à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés à la clôture de l'exercice provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.
- Les autres contributions accordées au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	1 132 707 €	1 338 814 €	511 604 €			1 959 917 €	9 891 €
Ressources liées à la générosité du public	3 000 690 €	605 791 €	1 571 953 €			2 034 528 €	
TOTAL	4 133 397 €	1 944 605 €	2 083 557 €			3 994 445 €	9 891 €

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

4.8 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	384 930 €		74 028 €	310 902 €
Provisions pour charges	1 377 339 €		134 296 €	1 243 043 €
Total	1 762 269 €		208 324 €	1 553 945 €

4.8.1 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	74 028 €		
Provisions pour charges	134 2961 €		
Total	208 324 €		

4.9 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	384 930 €				74 028 €		310 879 €
Provisions pour charges	1 377 339 €			27 971 €	106 325 €		1 243 043 €
Total	1 762 269 €			27 971 €	180 353 €		1 553 945 €

4.9.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 243 043 €	0 €	1 243 043 €

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3.1 %

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

4.10 Produits et charges constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 609 K€ au 31/12/2023. Ils sont composés de :

- 439 K€ de Cotisations 2024
- 165 K€ d'abonnement à Oiseau Magasine
- 5 K€ Autres produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 151 k€ et sont composées comme suit :

- 27 K€ Licence Sage Absys Cyborg
- 19 K€ Emballages boutique
- 20 K€ Microsoft
- 84 K€ Autres charges constatées d'avance

5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Compte de résultat par origine et destination (CROD)

		COMPTÉ DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)			
		EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		TOTAL	%	TOTAL	%
PRODUITS PAR ORIGINE					
1. PRODUITS LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	9 465 265	90%	9 465 265	76%	13 449 809
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 924 459		1 924 459		1 738 773
1.2 Dons, legs et mécénat	7 540 806		7 540 806		11 711 130
- Dons manuels	4 557 884		4 557 884		6 383 089
- Legs, donations et assurances-vie	1 753 559		1 753 559		4 392 472
- Mécénat	1 229 363		1 229 363		935 570
1.3 Autres produits liés à la générosité du public					
2. PRODUITS NON LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	8 553 409	27%		8 553 409	
2.1 Cotisations avec contrepartie					
2.2 Parrainage des entreprises					
2.3 Contributions financières sans contrepartie fondations	509 318			429 762	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	8 044 091			7 672 229	
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	9 823 732	31%		9 823 732	
3.1 Europe	1 476 563			1 502 669	
3.2 Etat Français	4 352 737			3 486 153	
3.3 Régions	1 030 742			549 664	
3.4 Départements	613 965			612 409	
3.5 Communes	496 932			629 718	
3.6 Agences de l'eau	506 607			429 989	
3.7 Agence Française Biodiversité	819 700			568 936	
3.8 Autres	526 486			1 055 425	
4. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDES ANTERIEURS	3 505 853	11%	2 994 249	24%	3 713 430
5.1 Fonds dédiés sur générosité du public	2 994 249	10%			1 439 391
5.2 Fonds dédiés sur subventions	511 604	2%			
TOTAL	31 348 258	100%	12 459 514	100%	33 100 276
CHARGES PAR DESTINATION					
1. MISSIONS SOCIALES	20 282 681	64%	9 619 346	77%	18 813 603
1.1 Réalisées en France	20 179 813		9 527 721		16 739 911
- Actions réalisées par l'organisme	19 516 801		8 864 709		17 932 672
- Versements à d'autres organismes agissant en France	663 012		663 012		807 239
1.2 Réalisées à l'étranger	102 868		91 625		73 692
- Actions réalisées par l'organisme	14 336		3 093		3 318
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	88 532		88 532		70 374
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 904 963	22%	1 067 876	9%	6 528 172
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 716 440	5%	1 067 876		1 711 530
2.2 Frais recherche autres ressources (achats pour revente boutique)	5 188 523	16%			4 816 642
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 425 148	4%			1 513 037
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	1 921	0%			50 870
5. IMPÔT SUR LES BENEFICES	3 111 106	10%	1 772 292	14%	5 261 002
TOTAL	31 725 819	100%	12 459 514	100%	32 162 784
EXCEDENT OU DEFICIT	477 560		0		937 492

Association LPO
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	6 039 603	6 039 603	5 936 112	5 936 112
Bénévolat	5 522 095	5 522 095	5 419 481	5 419 481
Prestations en nature	415 527	415 527	506 033	506 033
Dons en nature	101 981	101 981	10 598	10 598
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3. CONCOURS PUBLIC EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	6 039 603	6 039 603	5 936 112	5 936 112
CHARGES PAR DESTINATION				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	5 522 095	5 522 095	5 419 481	5 419 481
Réalisées en France	5 522 095	5 522 095	5 419 481	5 419 481
Réalisées à l'étranger				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE AU FONCTIONNEMENT	517 508	517 508	516 631	516 631
TOTAL	6 039 603	6 039 603	5 936 112	5 936 112
EXCEDENT OU DEFICIT				

A + B - VISION AGREGEE

A+B - Vision agrégée	EXERCICE 2023				EXERCICE 2022	
	TOTAL	%	Dont générosité du public	%	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE						
1. PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	15 504 867	41%	15 504 867	84%	19 386 015	19 386 015
2. PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	8 553 409	23%	0		8 101 991	0
3. SUBVENTIONS	9 823 732	26%	0		8 834 963	0
4. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS						
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	3 505 853	9%	2 994 249	16%	2 713 420	1 499 191
TOTAL	37 387 862	100%	18 499 116	100%	39 036 388	20 885 206
CHARGES PAR DESTINATION						
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	25 804 776	68%	15 141 441	82%	24 239 084	13 535 435
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	6 904 963	18%	1 067 876	6%	6 524 172	1 476 384
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 942 656	5%	517 508	3%	2 029 668	516 631
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0%	0	0%	0	0
5. IMPÔT SUR LES BENEFICES	1 921	0%	0	0%	50 970	0
6. REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	3 111 106	8%	1 772 292	10%	5 261 002	4 419 264
TOTAL	37 765 422	100%	18 499 117	100%	38 098 896	19 547 714
EXCEDENT OU DEFICIT	-377 560		0		937 493	937 493

5.2 Produits par origine

5.2.1 Produits liés à la générosité du public

5.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publications ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

5.2.1.2 Dons, legs et mécénat

5.2.1.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 334 K€ compte 754120.

5.2.1.2.2 Legs, donations, assurance vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	292 833
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 (1)	1 450 621
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	550 105
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	30 000
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 422 296

CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	540 000
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	1 166 500

5.2.1.2.3 Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.
Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.
Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

5.2.2 Produits non liés à la générosité du public

5.2.2.1 Contributions financières sans contrepartie

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

La rubrique « Contributions financières sans contrepartie » comprend :

- Les contributions financières reçues d'autres entités,
- Les versements des fondateurs des fondations d'entreprise et assimilés,
- La part de la dotation consommable virée au compte de résultat.

5.2.3 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- Subventions :
 - (1) Les subventions d'exploitation ;
 - (2) La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.
- Concours publics définis à l'article 142-9 :
 - Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions,
 - Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

5.2.3.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

5.2.4 Reprises sur provisions et dépréciations

Les dotations aux amortissements constituent des charges définitives ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Reprises sur provisions et dépréciations

- Sur provisions pour risques et charges : 208 K€
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs et donations destinés à être cédées : 9 K€

5.3 **Charges par destination**

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières et les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

5.3.1 **Missions sociales**

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse. Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et tiennent compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

L'activité Boutique est fondée sur la vente par correspondance de biens concourant à la sensibilisation et à la protection de la nature auprès des sympathisants de l'association ; c'est ainsi que ses charges intégraient auparavant la rubrique relative aux missions sociales car la Boutique est un outil au service des missions sociales de l'association (sensibilisation du public, protection des espaces et des espèces etc.). En application du règlement ANC 2018-06, seul l'aspect marchand de cette activité est pris en compte et oblige à intégrer 100 % de celle-ci dans la rubrique « frais de recherche de fonds ». Cette affectation a réduit fortement en 2020 (vs 2019) la part des ressources consacrée aux missions sociales et gonfle celle affectée aux frais de recherche de fonds. En conservant la même méthode de calcul qu'en 2019, les ressources affectées aux missions sociales de l'association seraient de 73 % au lieu de 58 %.

5.3.1.1 **Réalisées en France**

Actions réalisées par l'organisme.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France.

5.3.1.2 **Réalisées à l'Etranger**

Actions réalisées par l'organisme.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger.

5.3.2 *Frais de recherche de fonds*

Les frais sont constitués :

Des frais d'appel à la générosité du public qui comprennent les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action.

Des frais de recherche d'autres ressources qui sont les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

Les frais afférents à un legs engagés par l'entité préalablement à la date d'acceptation du legs sont inscrits en charges dans le compte de résultat selon leur nature.

Depuis 2020, les frais engagés pour l'activité Boutique sont intégrés dans les frais de recherche de fonds alors qu'ils intégraient dans les exercices antérieurs les missions sociales de l'association en raison de la nature de cette activité et des précision strictes du nouveau règlement.

5.3.2.1 *Frais d'appel à la générosité du public*

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités, charges engagées par notre entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser notre action.

5.3.3 *Frais de fonctionnement*

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité (gouvernance, communication, ressources humaines, comptabilité et gestion financière, moyens généraux, informatique)

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ».

5.3.4 *Dotations aux provisions et dépréciations*

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

5.4 *Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD*

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services .

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

5.4.1 *Contribution volontaires (Produits) liés à la générosité du public*

5.4.1.1 *Bénévolat*

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le poids du bénévolat est très important dans une association comme la LPO, avec l'implication de milliers de bénévoles dans les actions de terrain, à commencer par l'alimentation des bases de données naturalistes qui sont au cœur de l'activité de l'association en matière de connaissance. Cette activité est indispensable pour orienter ses actions et échanger avec les pouvoirs publics sur l'orientation des politiques environnementales. La contribution des bénévoles a ainsi représenté 5.5 M€ en 2023. Il est valorisé sur la base du SMIC horaire brut au 1^{er} janvier 2023 soit 11.52 €.

5.4.1.2 Prestations en nature

Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi. Le prêt à usage ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance d'un actif au sens des articles 211-1 et suivants du plan comptable général. Le prêt à usage est comptabilisé en tant que contribution volontaire en nature.

5.5 *Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges*

5.5.1 *Aides financières*

Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les reversements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public « reçues ».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 1 428 K€ en 2023 contre 657.

Association LPO
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR

5.6 Compte d'emploi des ressources

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N-1
1 - MISSION SOCIALES *	9 619 946	8 115 954	1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France	9 527 721	8 042 958			
- Actions réalisées directement	8 864 709	7 295 720	1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Les travaux prélabiles aux actions de protection de la nature	2 746 363	2 490 674			
- Protection - gestion - espaces - espèces - outils de communication	3 591 013	2 900 430	1.2 Dons, legs et mécénats	9 469 265	13 449 809
- Sensibilisation à l'environnement	2 527 382	1 820 616	- Dons manuels non affectés	4 163 280	3 602 303
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés	454 505	2 780 786
- Reversement associations locales LPO	669 012	807 239	- Legs, donations et assurance vie non affectés	1 753 559	4 352 472
- Reversement fonds de dotation LPO	563 012		- Legs, donations et assurance vie affectés	0	0
			- Cotisations	1 924 159	1 738 779
			- Mécénat	3 229 363	935 570
			1.3 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
1.2 Réalisées à l'étranger		72 996			
- Actions réalisées directement	3 093	2 622			
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes (BirdLife International)	88 532	70 574			
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 067 876	1 476 984			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public - dons et legs		1 356 384			
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		120 600			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
Frais de fonctionnement					
TOTAL DES EMPLOIS	10 687 222	9 592 950	TOTAL DES RESSOURCES	9 469 265	13 449 908
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			3 - REPRISES DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN DONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 772 292	4 419 264	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	2 994 249	1 499 191
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	937 493	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	12 459 514	14 949 095	TOTAL	12 459 514	14 949 095
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(-) Cédèrent ou (-) Insuffisance de la générosité du public	0	937 493
			(+) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	-937 493
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N	Exercice N-1		Exercice N	Exercice N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	5 522 095	5 419 481	- Bénévolat	5 522 095	5 419 481
- Réalisées à l'étranger			- Prestations en nature	415 527	506 033
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			- Dons en nature	101 982	10 598
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	517 508	516 631			
TOTAL	6 039 603	5 936 112	TOTAL	6 039 603	5 936 112

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	Exercice N	Exercice N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	5 060 279	2 140 207
(-) Utilisation	-2 994 249	-1 499 191
(+) Report	1 772 292	4 419 264
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	3 838 322	5 060 279

5.7 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

5.7.1 *Honoraires des commissaires aux comptes*

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	28 500
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	28 500

6 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 228 K€ en 2023.

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	54
Employés	231
Total	285